

Les conséquences d'un rendez-vous manqué

Gilles Bourque

Numéro 760, octobre–novembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67553ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bourque, G. (2012). Les conséquences d'un rendez-vous manqué. *Relations*, (760), 4–5.



Les conséquences d'un rendez-vous manqué

À la lumière du résultat des élections, le PQ devra opter pour une alliance soit avec les souverainistes progressistes, soit avec les nationalistes conservateurs.

GILLES BOURQUE

L'auteur est professeur émérite au Département de sociologie de l'UQAM

Le résultat des élections du 4 septembre dernier a démontré ce que plusieurs observateurs avaient noté ces dernières années: le Parti québécois (PQ) a désormais perdu le contrôle quasi absolu qu'il exerçait au sein du mouvement souverainiste, depuis sa fondation jusqu'au scrutin de 1998, alors qu'il avait recueilli 42,8% des voix. Qui plus est, depuis 2003, il n'arrive à rallier qu'environ le tiers des votes exprimés. En 2003, il a obtenu 33,2% des suffrages; en 2007, 28,3%; en 2008, 35,1% (grâce à l'effondrement de l'ADQ) et en 2012, 31,9%.

On le sait maintenant, une alliance électorale entre les partis souverainistes, qui ont obtenu 39,8% des voix le 4 septembre, aurait permis au PQ de former un gouvernement majoritaire. Dans l'hypothèse la plus prudente, il aurait en effet fait élire 65 députés (voir le site <tooclosetocall.ca>). Dorénavant, une alliance électorale, sinon une coalition, s'impose dans le camp souverainiste.

Le rendez-vous n'en fut pas moins manqué et, quels qu'en soient les responsables, le PQ forme maintenant un gouvernement minoritaire qui ne pourra réaliser l'essentiel de son programme, sans même parler de la tenue d'un référendum sur la souveraineté qui, à vrai dire, paraissait déjà fort improbable.

Deuxième constat: la division de l'électorat entre une droite fédéraliste et une gauche souverainiste paraît s'être installée. Depuis la crise étudiante, l'opposition gauche-droite semble enfin

devenue un marqueur aussi décisif que la question nationale sur la scène politique québécoise.

À partir de tels constats, comment penser les voies de l'avenir à court et à moyen terme? Dans l'espace qui m'est alloué, je ne pourrai aborder la question que d'un seul point de vue, celui de la mouvance souverainiste, et dans le cadre encore plus restreint des choix stratégiques de la direction du Parti québécois. Deux options me semblent possibles.

La première, la plus probable en raison des résultats des dernières élections, pousserait le PQ à poursuivre son virage à gauche inspiré non seulement par le mouvement étudiant, mais aussi par les nombreuses mobilisations citoyennes des dernières années. Dans une telle perspective, on assisterait à une alliance électorale souverainiste d'inspiration progressiste qui soutiendrait résolument le projet de souveraineté et proposerait des mesures allant dans le sens du renouvellement de la social-démocratie. Si le Parti québécois était élu à la faveur de cette alliance, au terme du gouvernement minoritaire, plusieurs tensions ne manqueraient pas de se développer au sein de celle-ci

La liberté et l'argent

Des sommes frisant le milliard de dollars sont dépensées dans les élections américaines. Le but: affaiblir le pouvoir politique.

LOUIS BALTHAZAR

Les États-Unis sont au bord de la faillite. Déficits budgétaires devenus insupportables; une dette aux proportions astronomiques... On pourrait donc penser que l'argent est rare en ce pays. Et pourtant, l'argent coule à flots. Un pour cent de la population détient d'immenses fortunes. Mais cet argent ne contribuera en rien à faire diminuer la dette et le déficit. Il alimente la campagne présidentielle. Il finance des publicités le plus souvent négatives, fréquemment mensongères.

Les seuls groupes conservateurs qui financent ce qu'on appelle des super-PACS (*political action committees*) dans le but de déloger le président Obama auront probablement dépensé plus d'un milliard de dollars quand viendra l'élection du 6 novembre prochain.

On attribue généralement cette orgie de dépenses électorales au jugement de la Cour suprême, en 2010, dit *Citizens United*. Au nom de la liberté d'expression, inscrite dans le premier amendement de la Constitution américaine, les juges ont éliminé certaines

L'auteur, professeur émérite à l'Université Laval, est coprésident de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM



à propos de la gouvernance effective du parti. Je pense, à seul titre d'exemples, aux oppositions plus que probables entre une conception laïciste (ou plus précisément laïco-identitaire) et interculturaliste de la citoyenneté, entre une conception libérale et sociale-démocrate de l'État-providence, entre la volonté de soutenir le développement du capitalisme québécois et les impératifs écologiques et, bien sûr, aux

multiples débats à propos de la tenue d'un éventuel référendum. Bien que cela soit moins probable, du moins à court terme, il n'est pas impensable, surtout si l'alliance progressiste se soldait par un échec, que la direction du Parti québécois opte pour une stratégie qui favoriserait une alliance avec la Coalition avenir Québec (CAQ). Un tel projet peut être lu en creux dans le discours de certains intellectuels souverainistes. Cette alliance nationaliste d'inspiration conservatrice mettrait en veilleuse de façon plus ou moins explicite le projet de souveraineté. Il est assez facile d'imaginer les points d'ancrage d'une telle alliance entre l'aile conservatrice du PQ et l'aile nationaliste de la CAQ.

Il s'agirait de proposer une gouvernance caractérisée par le soutien indé-

fectible de l'État au développement du capitalisme québécois, une politique identitaire traditionnal-jacobine (soit le projet d'une citoyenneté laïque étroitement encadrée par la mémoire des Patriotes et du Canada français) et une politique sociale vouée au soutien de la famille et à la soumission au marché du travail. Cette gouvernance serait financée par une taxation accrue de la consommation et des services au détriment de l'impôt progressif.

Un événement pourrait cependant bouleverser à court terme l'échiquier politique, soit la signature d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne qui limiterait significativement les pouvoirs des États provinciaux. Les souverainistes trouveraient-ils là l'étincelle susceptible de faire advenir les conditions gagnantes? ●

restrictions au soutien explicite de candidats et de partis politiques. La loi McCain-Feingold qui encadrerait le financement électoral s'en est trouvée privée de sa portée. Il n'est pas sûr, cependant, que *Citizens United* soit à la source de l'augmentation effrénée des dépenses qu'on constate aujourd'hui. Avant le jugement, on pouvait dépenser allègrement pourvu qu'on s'abstienne d'appuyer expressément un candidat. Il aurait été possible, par exemple, de financer, à coups de millions, une publicité qui dénoncerait une politique gouvernementale – voire l'ensemble des politiques d'une administration – sans dire explicitement qu'il fallait renverser ce gouvernement.

La source du mal vient de plus loin. Elle s'inscrit dans une conception de la liberté individuelle érigée en absolu. Notons que cette conception n'est pas celle des Pères fondateurs de la république américaine. La Constitution de 1787 visait expressément à établir un

gouvernement qui encadre et limite les libertés individuelles. C'est surtout depuis les années 1980, avec l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir, qu'on s'évertue à combattre les régulations gouvernementales : celles du New Deal des années 1930 et de la Grande Société des années 1960. C'est alors qu'on assiste à l'assaut du grand capital, à travers une campagne incessante pour amenuiser le rôle des gouvernements, notamment en ce qui a trait à la redistribution de la richesse.

En cette année 2012, la campagne prend une allure plus frénétique que jamais. Aux yeux de plusieurs, dans les milieux de la finance et de l'entreprise privée, Barack Obama représente un danger nouveau, un ingrédient toxique dans l'univers politique américain. C'est Obama qui a osé déclarer que les fortunes individuelles étaient redevables à plusieurs facteurs extérieurs à l'initiative personnelle. C'est encore lui qui a prononcé les paroles suivantes dans son discours de candidature officielle à la Convention démocrate :

« Nous ne croyons pas que le gouvernement peut régler tous les problèmes, mais nous refusons de croire que le gouvernement est la source des problèmes. [...] La liberté n'est pas valable sans un engagement envers les autres. »

Il est bien vrai que le président lui-même ne se prive pas de recourir à de fastueuses contributions de l'entreprise privée et en contracte par le fait même certaines obligations envers les forces de l'argent. Mais il est non moins évident qu'en cette année 2012, la majeure partie des sommes dépensées pour faire élire des candidats va au soutien des Républicains qui ne se gênent pas pour défendre un programme tout entier favorable aux intérêts des grandes sociétés.

On peut espérer, malgré tout. Dans un pays où on a déjà forcé des présidents à démissionner, il arrive que la volonté populaire se manifeste et que le pouvoir de l'argent n'ait pas le dernier mot. Ce sera sûrement le cas si Obama est réélu. ●